

Périmé

L'Express – Humeur - Sylvain Ranjalahy – 08/02/10

Depuis le soulèvement de 1947, les martyrs se suivent et se ressemblent. Leur souvenir se noie dans la perte de la cause pour laquelle ils ont consacré leur vie.

Dans tous les carnages post-indépendance, il n'y jamais eu de coupable, il n'y eut seulement que des victimes. Celles du 7 février 2009 risquent de ne pas faire exception. Les discours hier à Antaninarenina lors de la commémoration de ce triste événement ne sont pas sans rappeler celui tenu par Didier Ratsiraka le 21 juin 1975. « Tôt ou tard on saura la vérité sur cet assassinat » avait-il promis à propos de l'attentat ayant coûté la vie au colonel Richard Ratsimandrava, Chef de l'État tué le 11 février de la même année. 35 ans après dans trois jours, le crime est resté totalement impuni. Seuls cinq larbins avaient été condamnés à des peines tout à fait dérisoires. L'unité nationale était à ce prix. Elle était si cher payée que la famille de la victime avait préféré retirer sa plainte peu après le début du procès. Le verdict avait montré qu'elle n'avait pas tort.

Pendant les trois mandats de Ratsiraka, le souvenir de Ratsimandrava était plus ou moins occulté qu'à la longue, sa famille avait décidé de ne plus y accorder un caractère officiel. Seuls les compagnons de lutte du colonel ne manquent pas de commémorer l'événement chaque année. Mais il ne faut pas désespérer, une révélation de Ratsiraka pour ce 35ème anniversaire pourrait lui remettre les pieds à l'étrier. Il faut quand même dire que l'amiral a d'autres arguments pour recourir à cette inélégance.

Le massacre du 7 février se situe un peu dans le même genre que ceux du 13 mai 1972, du 1er août 1985 et du 10 août 1991. On ignore de quel côté se trouvent les coupables. Les leaders qui avaient incité les manifestants à outrepasser les limites en toute connaissance de cause ou ceux qui avaient tiré sur la foule, avec ou sans sommation, à titre de self-défense ?

Si le massacre perpétré à Conakry le 26 septembre 2009 par le commandant guinéen Dadis Camara a été considéré par l'opinion internationale comme un crime contre l'Humanité, c'est parce que la foule ne marchait pas sur le palais présidentiel. Que serait-il resté d'Ambohitsorohitra si toute cette foule avait pu y entrer? Ce qui est certain, c'est que peu de personnes se seraient ruées sur les bibelots fétiches de Ravalomanana, encore moins sur l'endroit où il cachait ses totems. Mais qui sait, lors des pillages des magasins, même la tête d'un mannequin avait trouvé preneur.

Si les Nations-Unies qui exigeaient l'ouverture immédiate d'une enquête au lendemain du 7 février, se sont fait discrètes depuis, c'est parce qu'elles ne savent pas par quel bout prendre l'affaire. Et si l'enquête traîne au niveau national, c'est vraisemblablement parce qu'on sait que les responsabilités sont partagées comme l'avait évoqué l'ancien Premier ministre Guy Willy Razanamasy concernant la boucherie d'Iavoloha en 1991.

Qui condamner sans que l'unité nationale déjà précaire ne soit pas davantage fragilisée et que les victimes n'aient versé leur sang pour arroser l'asphalte d'Antaninarenina ? C'est l'épreuve de gymnastique qu'il faut faire, l'équation qu'il faut résoudre.

Faute de pouvoir trouver une solution, qui est jusqu'ici un ensemble vide, on s'en est toujours remis au temps. Les crimes ont ceci de commun avec les denrées qu'ils sont aussi frappés de péremption aussi bien par la loi que par la mémoire. Surtout si on s'amuse à continuer à brûler les archives...